



---

*Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn*

---

# **REPUBLIQUE DU SENEGAL**

## **AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS (ARMP)**

### **AGENCE NATIONALE DE LA GRANDE MURAILLE VERTE (ANGMV)**

#### **REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE DE LA GESTION 2013**

#### **RAPPORT FINAL**

**(juillet 2015)**



---

*Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn*

---

Dakar, le 31 juillet 2015

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de  
Régulation des Marchés Publics(ARMP)  
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber  
Dakar**

**Monsieur le Directeur Général,**

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi administratif, financier et technique des marchés conclus par l'Agence Nationale de la Grande Muraille Verte (ANGMV) pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2013.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par l'Agence Nationale de la Grande Muraille Verte (ANGMV) avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IIA) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- que l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- que les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Ces travaux appellent de notre part les exceptions ci – après :

## 1. Réserves

a) l'examen de la procédure d'appel d'offres restreint portant sélection d'un prestataire pour **la fourniture de cent mille (100 000) mètres de grillage au profit des unités de terrain**, attribué à **SINPAC**, pour un montant de **159 300 000 FCFA TTC** a permis de noter les non-conformités ci-après :

- l'analyse du Dossier d'Appel à la Concurrence a permis de relever dans le tableau relatif au « Résumé des spécifications techniques », que l'Autorité Contractante a requis des candidats la proposition de deux variantes ; cette formulation du DAC n'est pas conforme aux dispositions de l'article 62 du CMP aux termes duquel il ne peut être proposé de variantes qu'avec une offre de base et uniquement sur les spécifications du cahier des charges qui ne sont pas désignées comme des exigences minimales à respecter. L'Autorité Contractante a méconnu aussi bien le vocabulaire commun de la passation des marchés (CPV: Common Procurement Vocabulary) que les dispositions de l'article 62 du CMP en demandant la présentation de deux variantes. Ce qui est considéré dans le DAC comme variante N°1 constitue en réalité l'offre de base et la variante dite N°2 dans le DAC est la véritable variante, laquelle ne peut être proposée sans offre de base.
- l'examen des offres a permis de noter que chacun des candidats a fait une offre sur la variante N°2 et comme indiquée ci-avant, une variante ne peut pas être proposée sans offre de base et c'est seulement la variante de l'offre de base conforme la moins disante qui doit être prise en compte conformément aux dispositions de l'article 59-3 du CMP. Une meilleure appropriation des dispositions des articles 59-3 et 62 du CMP aurait permis d'éviter ces manquements qui sont susceptibles d'entraîner l'annulation de la procédure à la requête de toute personne intéressée à son déroulement

b) l'examen de la procédure d'appel d'offres restreint portant sélection d'un prestataire pour **la fourniture de deux (2) véhicules 4x4 station wagon châssis long**, attribué à **EMG UNIVERSAL AUTO**, pour un montant de **71 400 000 F CFA TTC**, a permis de noter les non-conformités ci-après :

- il apparaît, au vu des informations consignées dans le tableau de contrôle des pièces administratives figurant dans le procès-verbal d'ouverture des plis, que les garanties de soumission présentées par CFAO MOTORS et EMG expirent le 30 avril 2013 alors qu'elles doivent demeurer valides au moins 28 jours après l'expiration de la durée de validité des offres. Ce faisant, conformément aux dispositions des articles 44-2 et 113 du CMP, les offres de ces deux soumissionnaires auraient dû être rejetées et non admises pour examen détaillé.

- la Commission des Marchés a accordé un délai d'une semaine aux soumissionnaires pour compléter les pièces administratives manquantes ; sous ce rapport, il y'a lieu de constater que les dates d'expiration des pièces dont la Commission des Marchés demande le renouvellement n'étant pas mentionnées dans le tableau récapitulatif de contrôle de la conformité administrative des offres, nous ne pouvons pas apprécier la régularité d'une telle demande de renouvellement qui ne se justifie qu'au regard des dispositions de l'article 45 du CMP. Nous recommandons à la Commission des Marchés d'indiquer, pour chaque pièce fournie, sa date d'expiration pour permettre aux vérificateurs de disposer sur ce tableau synoptique, des éléments d'appréciation de la justification de ses demandes de renouvellement de pièces. Il s'y ajoute que, pour la régularisation des pièces administratives manquantes, les soumissionnaires disposent du même délai que celui imparti à la Commission des Marchés pour prononcer l'attribution provisoire.
  - l'analyse du rapport d'évaluation a permis de noter que l'offre de la SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE bien que moins disante, a été rejetée au motif que ladite offre ne satisfait pas aux critères relatifs à la cylindrée, à la taille du réservoir et à la puissance fiscale ; il s'agit de critères discriminatoires constitutifs d'une entrave au libre accès à la commande publique et à l'égalité de traitement des candidats. Cette élimination a conduit l'Autorité Contractante à contracter avec EMG dont l'offre n'aurait pas dû être admise pour examen détaillé avec un surcoût de 19 126 000 F CFA. Les principes d'économie et d'efficacité de la dépense publique n'ont pas été suffisamment pris en considération dans la mise en œuvre de cette procédure.
- c) l'examen de **Huit (8) procédures de DRP conclues par l'ANGMV avec plusieurs attributaires**, pour un montant global de **151 593 809 F CFA** a permis de relever les non-conformités récurrentes ci-après :
- les lettres d'invitation à soumissionner ne mentionnent pas l'identité de tous les candidats invités à participer à la mise en concurrence ; il s'agit d'une exigence de transparence édictée par la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;
  - les opérations d'ouverture et d'évaluation des marchés sont retracées dans un procès-verbal unique ; les bonnes pratiques recommandent l'établissement de documents distincts pour retracer chacune des étapes du processus de passation des marchés ;
  - le modèle de contrat utilisé ne comprend pas la clause relative au décompte des pénalités de retard en violation de l'article 13.7 du CMP, sur les mentions obligatoires dudit contrat ;

- l'autorité contractante ne s'est pas conformée aux dispositions de l'article 78-3-b) du CMP qui lui fait obligation de communiquer à la DCMP dès l'attribution du marché les informations requises pour la publication d'un avis d'attribution dans le portail des marchés publics.
- d) L'examen de la procédure de **DRP portant Mise en place de système de protection de parcelles de reboisement**, attribuée à **SIFERLO**, pour un montant de **46 984 650 F CFA TTC** et de la **DRP portant Construction d'un poste de commandement**, attribuée à **ITAL SENEGAL**, pour un montant de **29 513 202 F CFA TTC** a permis de noter les non-conformités ci-après :
- le contrôle de la conformité technique des offres aux spécifications du DAC n'est pas formalisé dans le rapport d'évaluation en violation des dispositions de l'article 59 du CMP. Il y'a lieu, lors de la conduite du processus d'évaluation des offres, de matérialiser ces contrôles en dressant un tableau récapitulatif de l'ensemble des critères de jugement des offres pour matérialiser les vérifications opérées par la Commission des Marchés quant à la conformité technique des propositions.
  - l'Autorité Contractante ne s'est pas conformée aux dispositions de l'article 78-3-b) du CMP qui lui fait obligation de communiquer à la DCMP, dès attribution des DRP, les informations nécessaires à la publication d'un avis d'attribution sur le site des marchés publics.

## 2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitudes subsistants à l'issue de nos travaux

- a) les lettres de saisine des soumissionnaires, pour nous permettre d'apprécier le délai de préparation des offres accordé aux candidats, la demande d'avis adressée à la DCMP, pour recourir à l'Appel d'offres restreint, pour nous permettre de nous assurer que le motif invoqué par l'autorité contractante entre dans les cas limitatifs de l'article 73 du CMP, la lettre de notification ainsi que le support de publication de l'avis d'attribution définitive, pour nous permettre de nous assurer que l'autorité contractante s'est conformée à l'article 85 du CMP et les documents de règlement, pour nous assurer du paiement effectif des fournitures, de la procédure **d'appel d'offres restreint** en vue de l'**Acquisition de cent mille (100.000) mètres de grillage au profit des unités de terrain** attribué à **SINPAC**, pour un montant de **159.300.000 FCFA TTC**, n'ont pas été classés dans le dossier qui nous a été remis, entraînant ainsi une limitation à notre étude ;
- b) cette carence dans le classement, à l'exception des documents de règlement du marché, est valable pour la procédure **d'appel d'offres restreint** en vue de l'**Acquisition de deux (2) véhicules 4x4 station wagon châssis long**, attribué à **EMG UNNIVERSAL AUTO**, pour un montant de **71.400.000 F CFA TTC**, pour laquelle, la version finale du DAO, qui tient compte des différentes observations et recommandations de la DCMP, pour nous permettre de nous assurer que l'autorité

contractante s'est conformée à la décision de l'organe de contrôle, n'a pas été classée, entraînant une limitation à notre étude ;

- c) les pièces administratives prouvant l'aptitude et la capacité des candidats à participer aux marchés, **pour les procédures de DRP**, ne sont pas classées dans les dossiers qui nous ont été remis, pour nous permettre de nous assurer que lesdits candidats se sont conformés aux articles 43 et 44 en application de l'article 45 du CMP. De même, les justificatifs de règlement des marchés, à deux ou trois exceptions près, n'ont pas été classés dans les dossiers, pour nous permettre de nous assurer de leur effectivité.
- d) au regard des informations consignées dans le procès-verbal d'ouverture des plis relatif à la DRP portant sélection d'un prestataire pour la réalisation des travaux d'entretien et de réparation des véhicules du parc automobile, les cinq (5) fournisseurs consultés ont proposé leurs offres mais seule l'offre de l'attributaire SENEGAL DISTRIBUTION est classée dans le dossier de marché mis à notre disposition. Au regard des éléments du dossier de marché, il subsiste une incertitude sur la mise en œuvre d'une réelle concurrence.
- e) au regard des informations consignées dans le procès-verbal d'ouverture des plis relatif à la DRP portant sélection d'un prestataire pour la réalisation des travaux de construction de chambres de passage et de bureaux avec logement administratif, trois offres ont été reçues et un candidat short-listé a déposé une lettre de désistement. Le dossier de marché ne comprend que la lettre de désistement et l'offre du soumissionnaire EATP. Les offres de l'attributaire GTCOM et du soumissionnaire GLOBAL CONSTRUCTIONS ET LOGISTIQUE ne sont pas classées dans le dossier de marché mis à notre disposition ; nous ne pouvons par conséquent pas nous prononcer sur la correcte mise en œuvre de la procédure.

A notre avis, à l'exception des points évoqués ci – avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés sont conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le Code des Marchés Publics.

**Ibra Guèye**  
**Associé**

## SOMMAIRE

	Pages
Lexique des abréviations et sigles	8
1 Contexte et Objectifs de la mission	9
1.1 Contexte	10
1.2 Objectifs de la mission et étendue des travaux effectués	11
2. Environnement des marchés publics	15
3. Synthèse de la revue	17
3.1 Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés	18
3.1.1 Présentation de l'ANGMV	18
3.1.2 Commission des marchés (composition, charte de transparence et d'éthique en matière de MP)	20
3.1.3 Cellule de Passation des Marchés	20
3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel	20
3.1.5 Documents de programmation de la préparation des marchés	21
3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés	21
3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés	21
3.1.6 Archivage des dossiers	21
3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés	22
3.2.1 Echantillon	22
3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'ANGMV	24
3.2.3 Marchés conclus par AOR	25
3.2.4 Marchés conclus par DRP	30
3.3 Constats relatifs à l'exécution financière	52
3.4 Constats relatifs à l'audit physique (matérialité, exécution physique)	53
3.4.1 Sélection	53
3.4.2 Travaux effectués	53
3.4.3 Résultats	53
4. Synthèse des non conformités et recommandations	54
5. Suivi des recommandations antérieures	59
6. Statistiques des anomalies	62
7. Annexes	67
7.1 Lettre de transmission du rapport provisoire	68
7.2 Réponses de l'ANGMV	70

## **Liste des abréviations et sigles**

ANGMV	Agence Nationale de la Grande Muraille Verte
AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès-Verbal
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine



**SECTION 1**  
**CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

## **1. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **1.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION**

Depuis 2007, le Gouvernement de la République du Sénégal s'est inscrit dans un processus de réforme de son Système National de Passation des Marchés Publics. Les objectifs poursuivis à travers cette réforme visent à promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance dans un État de droit. L'ambition de cette réforme est d'aligner le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en matière de passation, d'exécution, de suivi et de contrôle des marchés publics et des délégations de service public. Dans cette perspective, le Sénégal a procédé à la transposition dans sa réglementation nationale de la Directive N°4/2005/CM/UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement ces marchés publics et des délégations de service public et de la Directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine. Ces deux Directives visent l'harmonisation des systèmes de passation des marchés publics des États membres de l'Union.

Cette réforme des marchés publics consacre désormais la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle à priori, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle à priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits. Par ailleurs, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions. Tel est le cadre dans lequel s'inscrit la présente mission de revue indépendante de la conformité des procédures de passation des marchés publics au titre de la gestion 2013.

## **1.2. OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **1.2.1 Objectifs Généraux**

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 Décembre 2013, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agit principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes avec pour objectifs:

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics ;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

### **1.2.2 Objectifs Spécifiques**

Il s'agit dans le cadre de cette mission :

- d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnées ; cette opinion est formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non-respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non-respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non-respect des seuils fixés pour les avenants, de non-respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant a apporté un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous avons examiné le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous avons apprécié la pertinence desdites décisions ;

- d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;
- de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;
- d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous avons passé en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et avons déduit en fin de revue d'une part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous avons évalué aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation des marchés et des différents contrôles internes ;
- de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous sommes appuyés autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

### **1.2.3 Etendue des travaux effectués**

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2012, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés. L'échantillon a couvert conformément aux termes de référence :

- au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),

- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation, délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation des marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissements demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés ;
- à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

Nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de référence, à un deuxième échantillonnage de marchés qui ont été soumis à une vérification physique approfondie. Ce contrôle physique doit porter sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants :

- contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- la conformité physique des travaux avec les procès-verbaux de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- etc.

**SECTION 2**  
**ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS**

## SECTION 2

### ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS

La réforme des systèmes nationaux de passation des marchés publics des pays membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) s'est traduite au plan institutionnel, par la création de deux structures chargées respectivement :

- d'une part, du **contrôle a priori du processus de passation des marchés**. Au Sénégal, cette structure administrative rattachée au Ministère de l'Économie et des Finances porte la dénomination de Direction Centrale des Marchés Publics qui a été créée par le décret 2007-547 du 25 avril 2007.
- d'autre part, de **la régulation et du contrôle a posteriori**. Cette structure administrative indépendante porte la dénomination d'Autorité de Régulation des Marchés Publics. L'ARMP avait été créée par l'article 30 de la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 qui lui assigne pour mission de veiller sur le système de passation des marchés publics, des conventions de Délégation de Services Publics et contrats de partenariats. A ce titre, l'article 2 du décret 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP lui donne la prérogative d'évaluer les performances de l'ensemble des acteurs du système national des marchés publics.
- l'institution au niveau de chaque **autorité contractante** de deux structures administratives que sont la **Commission des Marchés** chargée de l'ouverture des plis, de l'évaluation des offres et de l'attribution provisoire des marchés dont le nombre et les conditions de désignation des représentants de l'Autorité Contractante, de la tutelle et/ou du contrôle financier de la Présidence de la République sont fixées par Arrêté n° 12 786 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Économie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 36.1 du Code des Marchés Publics, et d'une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller sur la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés et dont la composition et les prérogatives sont fixées par l'arrêté n° 12 783 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Économie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du Code des Marchés Publics.



**SECTION 3**  
**SYNTHESE DE LA REVUE**

#### **3.1. Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés**

##### **3.1.1 Présentation de l'ANGMV**

C'est pour faire face à une situation de fortes tensions exercées par les changements climatiques sur toutes les économies du monde et sur les moyens d'existence des peuples que l'Afrique a conçu une barrière de protection contre l'avancée du Sahara, dénommée Grande Muraille Verte. Le Sénégal dont le Président est Co-initiateur de la Grande Muraille Verte et qui est engagé dans la réalisation de ce grand projet continental, a décidé d'engager sans délais, sa réalisation sur son territoire national.

C'est ainsi que le Président de la République a créé l'Agence Nationale de la Grande Muraille Verte par décret 2008-1521 du 31 Décembre 2008.

L'Agence Nationale de la Grande Muraille Verte est dotée de l'autonomie financière et est placée sous la tutelle du Ministre chargé de l'Environnement et de la Protection de la Nature

L'Agence a pour mission de réaliser le projet continental de la Grande Muraille Verte sur le territoire du Sénégal. Son siège est à Dakar.

L'Agence comprend deux (2) organes : le Conseil de Surveillance et la Direction Générale.

##### **1. Le Conseil de Surveillance est chargé dans le cadre de sa mission de :**

- de s'assurer de la bonne exécution des missions de l'Agence;
- d'approuver l'organigramme, le programme d'activités, les rapports d'activités, le budget, les dons et legs, les comptes financiers, le manuel de procédures qui définissent les procédures de passation des marchés et d'acquisition des biens, conformément au code des marchés, les règles de fonctionnement de l'Agence ainsi que les rémunérations du personnel et le régime comptable et financier de l'Agence, d'évaluer les performances du Directeur Général par rapport à sa lettre de mission, de donner des avis et recommandations sur les contrats ou conventions engageant l'Agence.

Le Président du Conseil de Surveillance est nommé par décret et les autres membres, par arrêté du Ministre pour un mandat de trois (3) ans, renouvelable une fois. Le conseil se réunit en session ordinaire une fois par an sur convocation de son Président ou à la demande d'au moins un tiers (1/3) de ses membres.

2. **La Direction Générale** est placée sous l'autorité du Directeur Général choisi parmi les fonctionnaires de la hiérarchie A, nommé par décret, sur proposition du ministre de tutelle.

Les activités de l'Agence sont régies par une lettre de mission annuelle qui fixe les indicateurs de performance précis, qui constituent la base principale d'évaluation des performances du Directeur. Le Directeur Général assure la bonne exécution de l'ensemble des missions de l'agence. Il élabore l'organigramme de l'agence et le soumet à l'approbation du Conseil de Surveillance.

Le Directeur Général est chargé de préparer le budget et les états financiers, d'élaborer les programmes d'actions et de rédiger les rapports d'activités, de recruter, d'administrer, de gérer le personnel, conformément à la réglementation en vigueur, de signer tous contrats ou conventions, conformément à la mission qui lui est conférée, d'exécuter les délibérations du Conseil de Surveillance, conformément aux dispositions réglementaires régissant l'Agence, de proposer au conseil des indicateurs à prendre en compte dans la lettre de mission du ministre, de suivre l'application par l'agence de la lettre de mission et d'établir les rapports semestriels sur l'état d'exécution du programme d'activités, de déterminer le montant des ressources permettant d'atteindre les performances fixées dans la lettre de mission, de représenter l'agence auprès des juridictions nationales. Il a qualité d'employeur du personnel, au sens du code du travail.

Les ressources financières de l'agence sont constituées par la dotation budgétaire de l'État permettant à l'agence d'assurer sa mission de service public, les produits provenant de redevances pour services rendus au tiers, les ressources provenant des subventions, dons et legs, des fonds issus de la coopération bilatérale et multilatérale.

Les dépenses de l'agence sont constituées par les dépenses de fonctionnement et les dépenses d'investissement, conformément au budget arrêté par le Conseil de Surveillance.

Le Directeur Général est l'ordonnateur du budget. L'agence est soumise au contrôle interne exercé par une structure de contrôle de gestion et d'audit interne, placée sous l'autorité du Directeur Général, à un contrôle externe exercé par un commissaire aux comptes ou un cabinet d'audit, choisis par le Conseil de Surveillance, conformément au manuel de procédures et à un contrôle externe des organes publics compétents, dans les conditions fixées par les lois et règlements en vigueur.

Le recrutement du personnel se fait conformément au manuel de procédure et est régi par le code du travail.

Les fonctionnaires en détachement et les agents non fonctionnaires affectés à l'agence sont soumis aux textes régissant leurs statuts.

### **3.1.2 Commission des marchés**

La Commission des Marchés (CM) de l'ANGMV, compétente pour les opérations de passation des marchés, a été instituée par décision N° 002/ANGMV du 03 Janvier 2013 comme stipulé dans l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du MEF pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés. Les représentants du Contrôle Financier ont été nommés par lettre N° 117/PR/SGPR.CF du 26 février 2013 et le représentant et son suppléant désignés par le Ministère de Tutelle par lettre N° 202/MEDD/DAGE du 08 février 2013.

Il convient de rappeler qu'au terme de l'article 2 de l'arrêté N° 11 588 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés, la Commission des Marchés doit être constituée au plus tard le 5 janvier pour chaque exercice.

Nous avons noté que la commission de réception a été nommée le même jour et était composée de membres de la commission de passation des marchés. Les personnes nommées pour dérouler dans la conformité la procédure de passation en amont ne peuvent pas intervenir à nouveau lors de la réception des prestations.

Le justificatif de transmission des décisions de nomination des membres de la commission des marchés de l'ANGMV et de la Cellule de Passation des Marchés à la DCMP n'a pas été mis à notre disposition.

### **3.1.3 Cellule de Passation des Marchés**

La Cellule de Passation des Marchés a été instituée par décision N° 002/ANGMV du 03 Janvier 2013 comme stipulé dans l'arrêté N° 12783 du 26 décembre 2012 du MEF pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP mais n'a pas accompli les tâches qui lui sont dévolues.

### **3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel**

La Cellule de Passation des Marchés de l'Agence Nationale de la Grande Muraille Verte doit préparer un rapport annuel sur la passation des marchés conformément aux dispositions de l'article 143 du CMP. Aux termes de cet article, il lui est fait obligation de préparer et déposer annuellement auprès de l'autorité dont elle relève et de l'ARMP, un rapport sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente, avec les entreprises défaillantes, la nature des manquements constatés et un compte rendu détaillé des marchés passés par entente directe. La Cellule de Passation des Marchés s'est limitée à produire un état récapitulatif des marchés passés par les différents administrateurs de crédits du MEDD; cet état d'exécution du plan de passation des marchés répond certes aux préoccupations de la DCMP qui doit assurer la collecte et la consolidation des données relatives aux marchés passés mais reste à notre avis insuffisant pour répondre au contenu d'un rapport qui doit constituer un outil de gestion des marchés pour la Personne Responsable des Marchés. A notre avis, le rapport annuel à élaborer doit être mieux structuré avec un chapitre introductif décrivant le cadre dans lequel les opérations de passation de marchés ont été exécutées, les structures mises en place par

l'autorité contractante, les actions de renforcement des capacités des acteurs, un corps de rapport donnant des indications précises sur la nature et les volumes d'opérations traitées, le taux de réalisation au regard des prévisions du PPM, les difficultés rencontrées, les solutions apportées, la gestion des interactions avec la DCMP, l'ARMP, les candidats (demandes d'informations, recours gracieux, recours au niveau du CRD, recours contentieux à la Cour Suprême), les problèmes rencontrés dans le suivi de l'exécution des marchés, les solutions apportées, les mises en demeure formulées, les résiliations prononcées, les préconisations pour l'amélioration des processus internes ... Il s'agit pour la Cellule de Passation des Marchés d'élaborer un véritable rapport d'activités plutôt que de se limiter à livrer des statistiques de marchés qui présentent certes un intérêt pour la DCMP dans sa mission de consolidation des données mais n'apporte pas une véritable valeur ajoutée pour la Personne Responsable des Marchés de l'Autorité Contractante pour qui ce rapport doit constituer un véritable outil de gestion des marchés.

### **3.1.5 Documents de programmation de la présentation des marchés**

#### **3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés**

Le Plan de Passation des Marchés a été établi et transmis à la DCMP conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP.

#### **3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés**

L'Avis Général de passation des marchés (AGPM) a été publié sur le portail des marchés publics du Sénégal et dans le quotidien Le Soleil du 30 janvier 2013. L'Autorité Contractante s'est acquittée de son obligation d'information des soumissionnaires potentiels dans les délais requis puisqu'il est fait obligation à chaque AC de publier un AGPM au plus tard le 31 janvier de l'année en cours.

### **3.1.6 Archivage des dossiers**

L'archivage des dossiers de marchés est fondamental dans la mesure où il permet à l'autorité contractante de rendre compte de sa gestion. Nous avons dans le cadre de nos travaux, vérifié sur l'ensemble du processus de passation si le système de codification, d'archivage et de classement des documents liés à la passation des marchés préconisé par l'ARMP dans son manuel de classement et d'archivage des documents de marché est respecté par la Cellule de Passation des Marchés de l'Agence Nationale de la Grande Muraille Verte (ANGMV). Nos travaux nous ont permis de noter des déficiences dans le classement comme l'attestent les limitations évoqués en opinion. Ces manquements s'établissent comme suit :

- les lettres de saisine des soumissionnaires, pour nous permettre d'apprécier le délai de préparation des offres accordé aux candidats, la demande d'avis adressée à la DCMP, pour recourir à l'Appel d'offres restreint, pour nous permettre de nous assurer que le motif invoqué par l'autorité contractante entre dans les cas limitatifs de l'article 73 du CMP, la lettre de notification ainsi que le support de publication de l'avis d'attribution définitive, pour nous permettre de nous assurer que l'autorité contractante s'est conformée à l'article 85 du CMP et les documents de règlement, pour nous assurer du

paiement effectif des fournitures, de la procédure d'appel d'offres restreint en vue de l'Acquisition de cent mille (100.000) mètres de grillage au profit des unités de terrain attribué à SINPAC, pour un montant de 159.300.000 FCFA TTC, n'ont pas été classés dans le dossier qui nous a été remis, entraînant une limitation à notre étude ;

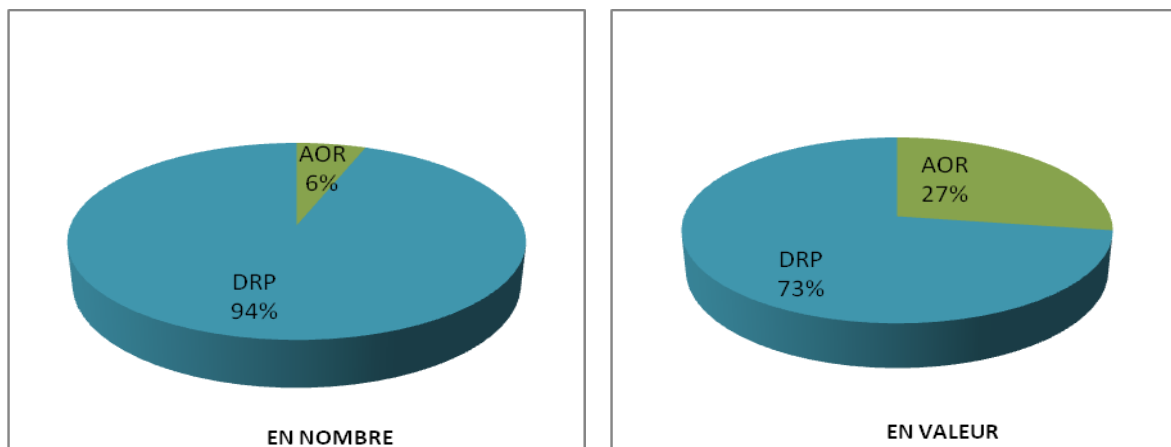
- cette carence dans le classement, à l'exception des documents de règlement du marché, est valable pour la procédure d'appel d'offres restreint en vue de l'Acquisition de deux (2) véhicules 4x4 station wagon châssis long, attribué à EMG UNIVERSAL AUTO, pour un montant de 71.400.000 F CFA TTC, pour laquelle, la version finale du DAO, qui tient compte des différentes observations et recommandations de la DCMP, pour nous permettre de nous assurer que l'autorité contractante s'est conformée à la décision de l'organe de contrôle, n'a pas été classée, entraînant une limitation à notre étude ;
- les pièces administratives prouvant l'aptitude et la capacité des candidats à participer aux marchés, pour les procédures de DRP, ne sont pas classées dans les dossiers qui nous ont été remis, pour nous permettre de nous assurer que lesdits candidats se sont conformés à l'article 44 du CMP. De même les justificatifs de règlement des marchés, à deux ou trois exceptions près, n'ont pas été classés dans les dossiers, pour nous permettre de nous assurer de leur effectivité, entraînant une limitation à notre étude ;

### 3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés

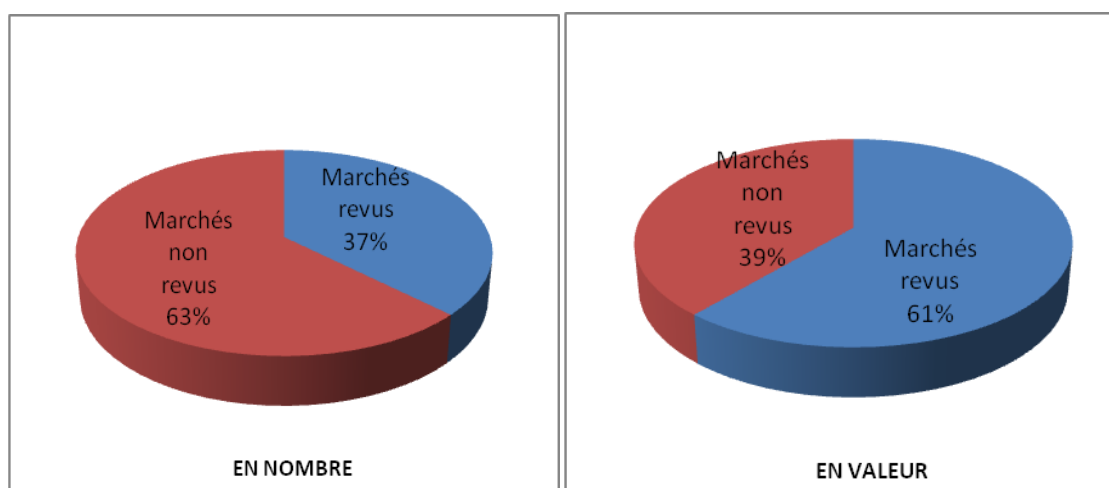
#### 3.2.1 Échantillon

**Tableau récapitulatif des marchés présentés et revus par mode de passation**

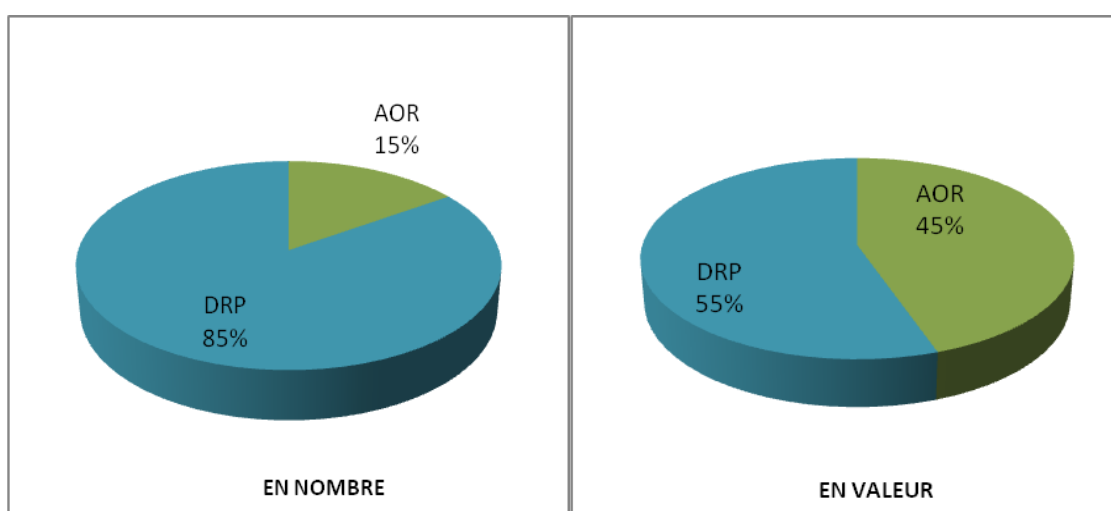
Modes de passation de marchés	Typologie des marchés présentés		Typologie des marchés revus		Taux de couverture %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO) > Seuil DCMP	-	-	-	-	-	-
Appel d'offres ouvert (AOO) < Seuil DCMP	-	-	-	-	-	-
Appel d'offres restreint (AOR)	2	230 700 000	2	230 700 000	100,00%	100,00%
Demande de Proposition (DP)	-	-	-	-	-	-
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	33	611 227 276	10	228 091 661	28.57%	37.31%
Entente directe (ED)	-	-	-	-	-	-
Avenant	-	-	-	-	-	-
Demande de Cotation (DC)	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>35</b>	<b>841 927 276</b>	<b>12</b>	<b>458 791 661</b>	<b>34,28%</b>	<b>54,49%</b>



#### CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR



#### CARTOGRAPHIE DES MARCHES NON COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR



#### DISTRIBUTION DES MARCHES COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

### 3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'ANGMV

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés de l'ANGMV sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

**TABLEAU DE SYNTHÈSE DES SEUILS APPLICABLES A L'ANGMV EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 12 785, 12 790 ET 12 791 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTICLES 140, 113 ET 114 DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

Type de marchés	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	50	600	400	800	≥60	≥35
Fournitures et services	30	400	200	400	≥30	≥25
Prestations Intellectuelles	30	200	200	350	NA	≥35



### 3.2.3 Marchés conclus par Appel d'Offres Restreint

<b>AOR N° 01/2011/F/ANGMV</b> <b>ACQUISITION DE CENT MILLE (100.000) METRES DE GRILLAGE</b> <b>AU PROFIT DES UNITES DE TERRAIN</b>	
<b>Date de l'ANO de la DCMP sur le DAO</b>	12 juin 2013
<b>Date des lettres d'invitation aux fournisseurs short- listés</b>	Copies des lettres non classées au dossier
<b>Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	05 juillet 2013 à 10 h 00
<b>Délai de préparation des offres</b>	-
<b>Durée de validité des offres</b>	-
<b>Date de l'attestation d'existence de crédits</b>	07 septembre 2013 N°190/AGGMV/ACP
<b>Date de souscription</b>	09 septembre 2013
<b>Date d'approbation</b>	21 octobre 2013
<b>Date d'immatriculation</b>	23 octobre 2013
<b>Date de notification</b>	04 novembre 2013
<b>Date d'enregistrement des contrats</b>	05 novembre 2013
<b>Délai d'exécution</b>	60 jours
<b>Attributaire</b>	SINPAC SARL
<b>Montant en F CFA TTC</b>	159.300.000
<b>Non conformités</b>	<p>Les lettres de saisine des soumissionnaires, conformément à l'article 74.2 du CMP, n'ont pas été classées dans le dossier qui nous a été remis.</p> <p>La demande d'avis adressée à la DCMP, conformément à l'article 73.2 du CMP, pour recourir à l'Appel d'offres restreint, n'a pas été classée dans le dossier.</p> <p>L'analyse du Dossier d'Appel à la Concurrence a permis de relever dans le tableau relatif au « Résumé</p>

	<p>des spécifications techniques », que l'Autorité Contractante a requis des candidats la proposition de deux variantes ; cette formulation du DAC n'est pas conforme aux dispositions de l'article 62 du CMP aux termes duquel il ne peut être proposé de variantes qu'avec une offre de base et uniquement sur les spécifications du cahier des charges qui ne sont pas désignées comme des exigences minimales à respecter. L'autorité Contractante a méconnu aussi bien le vocabulaire commun de la passation des marchés (CPV: Common Procurement Vocabulary) que les dispositions de l'article 62 du CMP en demandant la présentation de deux variantes. Ce qui est considéré dans le DAC comme variante N°1 constitue en réalité l'offre de base et la variante dite N°2 dans le DAC est la véritable variante, laquelle ne peut être proposée sans offre de base.</p> <p>L'examen des offres a permis de noter que chacun des candidats a fait une offre sur la variante N°2 et comme indiquée ci-avant, une variante ne peut pas être proposée sans offre de base et c'est seulement la variante de l'offre de base conforme la moins disante qui doit être prise en compte conformément aux dispositions de l'article 59-3 du CMP.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer aux articles 62 et 59-3 du CMP.</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>AOR N° 02/2011/F/ANGM</b> <b>ACQUISITION DE DEUX VEHICULES 4X4 STATION WAGON CHASSIS LONG</b>	
<b>Date de l'ANO de la DCMP sur le DAO</b>	12 juin 2013
<b>Date des lettres d'invitation aux fournisseurs short- listés</b>	07 février 2013
<b>Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	08 mars 2013 à 10 h 00
<b>Délai de préparation des offres</b>	30 jours
<b>Durée de validité des offres</b>	-
<b>Examen du PV d'évaluation</b>	21 mars 2013
<b>Demande d'avis à la DCMP sur le rapport d'analyse et le procès-verbal d'attribution</b>	03 avril 2013
<b>ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et le procès-verbal d'attribution</b>	10 avril 2013
<b>Publication de l'avis d'attribution provisoire</b>	15 avril 2013 Soleil du 15 avril 2013
<b>Notification d'attribution provisoire et Information des candidats non retenus</b>	15 mai 2013
<b>Date de souscription</b>	05 mai 2013
<b>Date de l'attestation d'existence de crédits</b>	N° 0130/ANGMV/ACP du 24 juin 2013
<b>Date d'approbation</b>	25 juin 2013
<b>Date d'immatriculation</b>	02 juillet 2013 MARCHE N° F0985 /13 du 02 juillet 2013
<b>Date de notification</b>	20 août 2013 Par lettre n° 0161/ANGMV du 20 /08/2013
<b>Date d'enregistrement des contrats</b>	27 septembre 2013
<b>Délai d'exécution</b>	60 jours

<b>Attributaire</b>	EMG UNIVERSAL AUTO
<b>Montant en F CFA TTC</b>	71.400.000 F CFA
<b>Soumission du projet de marché à la DCMP pour examen juridique et technique</b>	1 <sup>er</sup> octobre 2013
<b>Notification de l'attribution définitive</b>	Non classée
<b>Non conformités</b>	<p>Les lettres de saisine des soumissionnaires, conformément à l'article 74.2 du CMP, n'ont pas été classées dans le dossier qui nous a été remis.</p> <p>La demande d'avis adressée à la DCMP, conformément à l'article 73.2 du CMP, pour recourir à l'Appel d'offres restreint, n'a pas été classée dans le dossier.</p> <p>Il apparait, au vu des informations consignées dans le tableau de contrôle des pièces administratives figurant dans le procès-verbal d'ouverture des plis, que les garanties de soumission présentées par CFAO MOTORS et EMG expirent le 30 avril 2013 alors qu'elles doivent demeurer valides au moins 28 jours après l'expiration de la durée de validité des offres. Ce faisant, conformément aux dispositions des articles 44-2 et 113 du CMP, les offres de ces deux soumissionnaires auraient dû être rejetées et non admises pour examen détaillé.</p> <p>La Commission des Marchés a accordé un délai d'une semaine aux soumissionnaires pour compléter les pièces administratives manquantes ; sous ce rapport, il y'a lieu de constater que les dates d'expiration des pièces dont la Commission des Marchés demande le renouvellement n'étant pas mentionnées dans le tableau récapitulatif de contrôle de la conformité administrative des offres, nous ne pouvons pas apprécier la régularité d'une telle demande de renouvellement qui ne se justifie qu'au regard des dispositions de l'article 45 du CMP. Nous recommandons à la Commission des Marchés d'indiquer, pour chaque pièce fournie, sa date d'expiration pour permettre aux vérificateurs de disposer sur ce tableau synoptique, des éléments d'appréciation de la justification de ses demandes de renouvellement de pièces. Il s'y ajoute que, pour la régularisation des pièces administratives manquantes, les soumissionnaires disposent du même délai que celui imparti à la Commission des Marchés pour prononcer l'attribution provisoire.</p>

	<p>L'analyse du rapport d'évaluation a permis de noter que l'offre de la SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE bien que moins disante, a été rejetée au motif que ladite offre ne satisfait pas aux critères relatifs à la cylindrée, à la taille du réservoir et à la puissance fiscale ; il s'agit de critères discriminatoires constitutifs d'une entrave au libre accès à la commande publique et à l'égalité de traitement des candidats. Cette élimination a conduit l'Autorité Contractante à contracter avec EMG dont l'offre n'aurait pas dû être admise pour examen détaillé avec un surcoût de 19 126 000 F CFA. Les principes d'économie et d'efficacité de la dépense publique n'ont pas été suffisamment pris en considération dans la mise en œuvre de cette procédure.</p> <p>La lettre de notification et le support de publication de l'avis d'attribution définitive, tel que stipulé à l'article 85 du CMP n'ont pas été classés dans le dossier de marché.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller au classement exhaustif des pièces de marché.</p> <p>Se conformer aux dispositions des articles 44-2 et 113 du CMP.</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 45 du CMP.</p> <p>Ne pas introduire de critères discriminatoires dans les DAC.</p> <p>Se conformer à l'article 85 du CMP.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

### 3.2.4 Marchés conclus par DRP

<b>DRP N°25/2013 ACQUISITION DE 1000 DRAPS DE LIT</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	17 juillet 2013
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	02 août 2013
<b>Délai de préparation des offres</b>	15 jours
<b>Date d'attribution</b>	02 août 2013
<b>Fournisseurs consultés</b>	THIAO ET FRERES, GENERAL FOURNITURES ET SERVICES, MONDIAL DISTRIBUTION ET SERVICES, SENEGAL DISTRIBUTION ET PRESTATION DE SERVICES, KEBIMO
<b>Nombre d'offres reçues</b>	THIAO ET FRERES, GENERAL FOURNITURES ET SERVICES, MONDIAL DISTRIBUTION ET SERVICES, SENEGAL DISTRIBUTION ET PRESTATION DE SERVICES, KEBIMO -
<b>Attributaire</b>	SENEGAL DISTRIBUTION ET PRESTATION DE SERVICES
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	6 490 000
<b>Non conformités</b>	<p>Les lettres d'invitation à soumissionner adressées aux candidats ne mentionnent pas le nom de tous ceux qui sont invités à participer à la mise en concurrence ; il s'agit d'une exigence de transparence prescrite par la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 du Premier Ministre fixant les modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP.</p> <p>Les pièces administratives et autres informations requises aux termes des articles 43 et 44 du CMP ne sont pas requises dans le DAC. Il convient de se conformer aux préalables à la participation à la commande publique.</p> <p>L'examen du cahier des charges a permis de noter que les spécifications des draps de lits ne sont pas précisées (dimensions, qualité du tissu et éventuellement la couleur) rendant discrétionnaire la comparaison des offres. Une claire définition des besoins dans le document d'appel à la</p>

	<p>concurrence est une exigence de transparence ; la commission des marchés doit faire la comparaison des offres sur la base de critères préalablement annoncés.</p> <p>Le contrat ne comprend pas de clause de pénalités pour se conformer aux exigences de l'article 13.7 du CMP qui indique les mentions obligatoires minimales devant figurer dans les contrats.</p> <p>Les pièces de règlement ne figurent pas dans le dossier.</p> <p>L'autorité contractante n'a pas transmis à la DCMP les informations requises aux termes de l'article 78-3-b) du CMP pour la publication d'un avis d'attribution dans le site des marchés publics.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer à la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 du Premier Ministre fixant les modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP.</p> <p>Se conformer aux préalables à la participation à la commande publique.</p> <p>Veiller à une correcte définition des besoins pour pouvoir conduire l'évaluation et la comparaison des offres sur des bases objectives annoncées à l'avance.</p> <p>Se conformer à l'article 13.7 du CMP sur les mentions obligatoires devant figurer dans le contrat.</p> <p>Veiller au classement exhaustif des pièces de marché.</p> <p>Se conformer à l'article 78-3-b) du CMP.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP N°22/2013 ACQUISITION DE MATERIEL AUDIOVISUEL (ORDINATEUR DE MONTAGE, LECTEUR ENREGISTREUR HDV, CASQUE, ECRAN DE CONTROLE, PAIRE HAUT-PARLEURS, DISQUE DUR EXTERNE, CASSETTES)</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	06 juin 2013
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	20 juin 2013
<b>Délai de préparation des offres</b>	13 jours
<b>Date d'attribution</b>	20 juin 2013
<b>Fournisseurs consultés</b>	SINPAC SARL, SCIS INFORMATIQUE, DELTA SERVICES, INCOM SERVICES, GROUPE LAUREAT
<b>Nombre d'offres reçues</b>	SINPAC SARL, SCIS INFORMATIQUE, DELTA SERVICES, INCOM SERVICES, GROUPE LAUREAT
<b>Attributaire</b>	SINPAC SARL
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	7 793 900
<b>Non conformités</b>	<p>Les lettres d'invitation à soumissionner adressées aux candidats ne mentionnent pas le nom de tous ceux qui sont invités à participer à la mise en concurrence ; il s'agit d'une exigence de transparence prescrite par la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 du Premier Ministre fixant les modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP.</p> <p>Les pièces administratives et autres informations requises aux termes des articles 43 et 44 du CMP ne sont pas requises dans la DAC. Il convient de se conformer aux préalables à la participation à la commande publique.</p> <p>Les opérations d'ouverture et d'évaluation du marché ont été consignées dans le procès-verbal d'ouverture. Il est recommandé d'établir des documents distincts retraçant les différentes étapes de mise en œuvre du processus de passation de marché.</p> <p>L'examen du procès-verbal d'ouverture des offres a permis de noter que l'évaluation a porté exclusivement sur la comparaison des prix, la Commission des Marchés ayant déclaré les offres conformes sans</p>



	<p>avoir formalisé le contrôle de la conformité technique aux spécifications techniques du DAC. Sous ce rapport, il y'a lieu de noter qu'à l'exception de l'attributaire, aucun des candidats n'a soumis les fiches techniques du matériel proposé laissant subsister un doute sur le professionnalisme des soumissionnaires.</p> <p>Le contrat ne comprend pas de clause de pénalités pour se conformer aux exigences de l'article 13.7 du CMP qui indique les mentions obligatoires minimales devant figurer dans les contrats.</p> <p>L'autorité contractante ne s'est pas conformée aux dispositions de l'article 78-3-b) du CMP qui lui fait obligation de communiquer à la DCMP dès l'attribution du marché les informations requises pour la publication d'un avis d'attribution dans le portail des marchés publics.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer à la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 du Premier Ministre fixant les modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP.</p> <p>Se conformer aux articles 43 et 44 du CMP.</p> <p>Etablir des documents distincts retraçant les différentes étapes de mise en œuvre du processus de passation de marché.</p> <p>Se conformer à l'article 59 du CMP.</p> <p>Se conformer aux exigences de l'article 13.7 du CMP qui indique les mentions obligatoires minimales devant figurer dans les contrats.</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 78-3-b) du CMP qui lui fait obligation de communiquer à la DCMP dès l'attribution du marché les informations requises pour la publication d'un avis d'attribution dans le portail des marchés publics.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP N°08/2013 ACQUISITION DE MATERIEL INFORMATIQUE</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	11 mars2013
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	21 mars2013
<b>Délai de préparation des offres</b>	9 jours
<b>Date d'attribution</b>	21 mars2013
<b>Fournisseurs consultés</b>	SINPAC SARL, SCIS INFORMATIQUE, DELTA SERVICES, INCOM SERVICES, ONE PAC SERVICES
<b>Nombre d'offres reçues</b>	SINPAC SARL, SCIS INFORMATIQUE, DELTA SERVICES, INCOM SERVICES, ONE PAC SERVICES
<b>Attributaire</b>	SINPAC SARL
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	15 047 832
<b>Non conformités</b>	<p>Les lettres d'invitation à soumissionner adressées aux candidats ne mentionnent pas le nom de tous ceux qui sont invités à participer à la mise en concurrence ; il s'agit d'une exigence de transparence prescrite par la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 du Premier Ministre fixant les modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP.</p> <p>Les pièces administratives et autres informations requises aux termes des articles 43 et 44 du CMP ne sont pas requises dans la DAC. Il convient de se conformer aux préalables à la participation à la commande publique.</p> <p>Les opérations d'ouverture et d'évaluation du marché ont été consignées dans le procès-verbal d'ouverture. Il est recommandé d'établir des documents distincts retraçant les différentes étapes de mise en œuvre du processus de passation de marché.</p> <p>Le contrat ne comprend pas de clause de pénalités pour se conformer aux exigences de l'article 13.7 du CMP qui indique les mentions obligatoires minimales devant figurer dans les contrats.</p> <p>L'autorité contractante ne s'est pas conformée aux dispositions de l'article 78-3-b) du CMP qui lui fait obligation de communiquer à la DCMP dès l'attribution du marché les informations requises pour la publication d'un avis d'attribution dans le portail des marchés publics.</p>

<b>Recommandations</b>	<p>Mentionner la dénomination sociale de tous les candidats consultés dans le cadre de la procédure dans les lettres d'invitation conformément à la circulaire N° 004 du 31 mars 2009 du Premier Ministre ;</p> <p>Veiller à établir un rapport d'évaluation ou un tableau comparatif des offres ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 13.7 du CMP ;</p> <p>Veiller au classement de tous les documents relatifs à la passation du marché, dans le dossier.</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 78.3.b du CMP.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP N°07/2013 ACQUISITION DE PRODUITS PHYTOSANITAIRES</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	11 mars2013
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	21 mars2013
<b>Délai de préparation des offres</b>	9 jours
<b>Date d'attribution</b>	21 mars2013
<b>Fournisseurs consultés</b>	MITEL SARL, SARR-PRESTA, GIE M.A.P ENTREPRISE, GANDIOL DPT AGRICOLE, KALA MULTI SERVICES
<b>Nombre d'offres reçues</b>	MITEL SARL, SARR-PRESTA, GIE M.A.P ENTREPRISE, GANDIOL DPT AGRICOLE, KALA MULTI SERVICES
<b>Attributaire</b>	GANDIOL DPT AGRICOLE
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	16 969 486
<b>Non conformités</b>	<p>Les lettres d'invitation à soumissionner adressées aux candidats ne mentionnent pas le nom de tous ceux qui sont invités à participer à la mise en concurrence ; il s'agit d'une exigence de transparence prescrite par la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 du Premier Ministre fixant les modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP.</p> <p>Les pièces administratives et autres informations requises aux termes des articles 43 et 44 du CMP ne sont pas requises dans la DAC. Il convient de se conformer aux préalables à la participation à la commande publique.</p> <p>Le contrat ne comprend pas de clause de pénalités pour se conformer aux exigences de l'article 13.7 du CMP qui indique les mentions obligatoires minimales devant figurer dans les contrats.</p> <p>L'autorité contractante ne s'est pas conformée aux dispositions de l'article 78-3-b) du CMP qui lui fait obligation de communiquer à la DCMP dès l'attribution du marché les informations requises pour la publication d'un avis d'attribution dans le portail des marchés publics.</p>

<b>Recommandations</b>	<p>Mentionner la dénomination sociale de tous les candidats consultés dans le cadre de la procédure dans les lettres d’invitation conformément à la circulaire N° 004 du 31 mars 2009 du Premier Ministre ;</p> <p>Veiller à établir un rapport d’évaluation ou un tableau comparatif des offres ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l’article 13.7 du CMP ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l’article 78.3.b du CMP.</p>
<b>Commentaires de l’Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP N°25/2013ACQUISITION DE SERVICES D'ENTRETIEN ET DE REPARATION DE SEPT (7) VEHICULES</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	1 <sup>er</sup> mars2013
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	08 mars2013
<b>Délai de préparation des offres</b>	6 jours
<b>Date d'attribution</b>	08 mars2013
<b>Fournisseurs consultés</b>	SENEGAL DISTRIBUTION, GIE GANDIOL DISTRIBUTION, IMEXIS, RENOVATION AUTOMOBILE, CARROSSERIE DE L'AMITIE
<b>Nombre d'offres reçues</b>	SENEGAL DISTRIBUTION, GIE GANDIOL DISTRIBUTION, IMEXIS, RENOVATION AUTOMOBILE, CARROSSERIE DE L'AMITIE
<b>Attributaire</b>	SENEGAL DISTRIBUTION
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	19 993 238
<b>Non conformités</b>	<p>Les lettres d'invitation à soumissionner adressées aux candidats ne mentionnent pas le nom de tous ceux qui sont invités à participer à la mise en concurrence ; il s'agit d'une exigence de transparence prescrite par la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 du Premier Ministre fixant les modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP.</p> <p>Les pièces administratives et autres informations requises aux termes des articles 43 et 44 du CMP ne sont pas requises dans la DAC. Il convient de se conformer aux préalables à la participation à la commande publique.</p> <p>Le contrat ne comprend pas de clause de pénalités pour se conformer aux exigences de l'article 13.7 du CMP qui indique les mentions obligatoires minimales devant figurer dans les contrats.</p> <p>L'autorité contractante ne s'est pas conformée aux</p>

	<p>dispositions de l'article 78-3-b) du CMP qui lui fait obligation de communiquer à la DCMP dès l'attribution du marché les informations requises pour la publication d'un avis d'attribution dans le portail des marchés publics.</p> <p>Au regard du procès-verbal d'ouverture des plis les cinq (5) fournisseurs consultés ont proposé leurs offres mais seule l'offre de l'attributaire SENEGAL DISTRIBUTION est classée dans le dossier de marché mis à notre disposition. Au regard des éléments du dossier de marché, il subsiste une incertitude sur la mise en œuvre d'une réelle concurrence.</p> <p>Les pièces de règlement de l'acompte de démarrage et le deuxième versement ne figurent pas dans le dossier ; les attestations de services faits non plus ne sont pas classées dans le dossier de marché.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Mentionner la dénomination sociale de tous les candidats consultés dans le cadre de la procédure dans les lettres d'invitation conformément à la circulaire N° 004 du 31 mars 2009 du Premier Ministre ;</p> <p>Veiller à établir un rapport d'évaluation ou un tableau comparatif des offres ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 13.7 du CMP ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 78.3.b du CMP</p> <p>Veiller au classement de tous les documents relatifs à la passation du marché dans le dossier.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP N°10/2013 LOCATION DE TRACTEUR 120 CV (6 MOIS)</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	11 mars2013
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	21 mars2013
<b>Délai de préparation des offres</b>	9 jours
<b>Date d'attribution</b>	21 mars2013
<b>Fournisseurs consultés</b>	GIE GANDIOL DISTRIBUTION, SENEGAL DISTRIBUTION, ALLIANCE DISTRIBUTION SERVICES, CARROSSERIE DE L'AMITIE CHEIKH T. DIOP, AFCO, RENOVATION AUTOMOBILE
<b>Nombre d'offres reçues</b>	GIE GANDIOL DISTRIBUTION, SENEGAL DISTRIBUTION, ALLIANCE DISTRIBUTION SERVICES, CARROSSERIE DE L'AMITIE CHEIKH T. DIOP, AFCO, RENOVATION AUTOMOBILE
<b>Attributaire</b>	ALLIANCE DISTRIBUTION SERVICES
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	11 788 200
<b>Non conformités</b>	<p>Les lettres d'invitation à soumissionner adressées aux candidats ne mentionnent pas le nom de tous ceux qui sont invités à participer à la mise en concurrence ; il s'agit d'une exigence de transparence prescrite par la circulaire N° 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 du Premier Ministre fixant les modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP.</p> <p>Les pièces administratives et autres informations requises aux termes des articles 43 et 44 du CMP ne sont pas requises dans la DAC. Il convient de se conformer aux préalables à la participation à la commande publique.</p> <p>Le contrat fixe un délai d'exécution mais ne mentionne pas de pénalités de retard, en violation de l'article 13.7 du CMP, sur les mentions obligatoires du contrat.</p> <p>Absence de Facture des deux derniers mois (02 Août au 02 Octobre).</p>



	<p>Les pièces de règlement ne figurent pas dans le dossier.</p> <p>L'autorité contractante ne s'est pas conformée aux dispositions de l'article 78-3-b) du CMP qui lui fait obligation de communiquer à la DCMP dès l'attribution du marché les informations requises pour la publication d'un avis d'attribution dans le portail des marchés publics.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Mentionner la dénomination sociale de tous les candidats consultés dans le cadre de la procédure dans les lettres d'invitation conformément à la circulaire N° 004 du 31 mars 2009 du Premier Ministre ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 13.7 du CMP ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 78.3.b sur la transmission du procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication sur le site des marchés publics ;</p> <p>Veiller au classement de tous les documents relatifs à la passation du marché, dans le dossier.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP N°10/2013 TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES CHAMBRES DE PASSAGE ET DES BUREAUX AVEC LOGEMENT ADMINISTRATIF POUR ANGMV</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	29 mars2013
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	11 avril2013
<b>Délai de préparation des offres</b>	12 jours
<b>Date d'attribution</b>	11 avril2013
<b>Fournisseurs consultés</b>	G.T.COM, GLOBALE CONSTRUCTION ET LOGISTIQUE, GLOBAL TRADE, ENTREPRISE AFRICAINE DE TRAVAUX PUBLICS, GIE DIOUBOT LIGUEYE
<b>Nombre d'offres reçues</b>	G.T.COM, GLOBALE CONSTRUCTION ET LOGISTIQUE, GLOBAL TRADE, ENTREPRISE AFRICAINE DE TRAVAUX PUBLICS, GIE DIOUBOT LIGUEYE
<b>Attributaire</b>	G.T.COM
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	47 353 653
<b>Non conformités</b>	<p>Les lettres d'invitation à soumissionner adressées aux candidats ne mentionnent pas le nom de tous ceux qui sont invités à participer à la mise en concurrence ; il s'agit d'une exigence de transparence prescrite par la circulaire N° 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 du Premier Ministre fixant les modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP.</p> <p>Les pièces administratives et autres informations requises aux termes des articles 43 et 44 du CMP ne sont pas requises dans la DAC. Il convient de se conformer aux préalables à la participation à la commande publique.</p> <p>Au regard du procès-verbal d'ouverture des plis trois offres ont été reçues et un candidat short-listé a déposé une lettre de désistement. Le dossier de marché ne comprend que la lettre de désistement et l'offre du soumissionnaire EATP. Les offres de l'attributaire GTCOM et de GLOBAL CONSTRUCTIONS ET LOGISTIQUE ne sont pas classées dans le dossier de marché mis à notre disposition; ce faisant,</p>

	<p>nous ne pouvons pas nous prononcer sur la correcte mise en œuvre de la procédure de sélection.</p> <p>Pour l'ouverture des plis et l'évaluation des offres, des documents différents n'ont pas été établis. Les deux opérations ont été condensées dans le PV d'ouverture, alors qu'il faut établir des documents distincts, à chaque étape de la procédure.</p> <p>Le contrat fixe un délai d'exécution mais ne mentionne pas de pénalités de retard, en violation de l'article 13.7 du CMP, sur les mentions obligatoires du contrat.</p> <p>Absence de la Facture du deuxième versement : Après Réception des Fournitures.</p> <p>Les pièces de règlement ne figurent pas dans le dossier.</p> <p>L'autorité contractante ne s'est pas conformée aux dispositions de l'article 78-3-b) du CMP qui lui fait obligation de communiquer à la DCMP dès l'attribution du marché les informations requises pour la publication d'un avis d'attribution dans le portail des marchés publics.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Mentionner la dénomination sociale de tous les candidats consultés dans le cadre de la procédure dans les lettres d'invitation conformément à la circulaire N° 004 du 31 mars 2009 du Premier Ministre ;</p> <p>Veiller à établir un rapport d'évaluation ou un tableau comparatif des offres ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 13.7 du CMP ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 78.3.b sur la transmission du procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication sur le site des marchés publics ;</p> <p>Veiller au classement exhaustif des documents relatifs à la passation du marché, dans le dossier.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP N°041/03/2013 ACQUISITION DE GAINES POLYETHYLENES NOIRES</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	1 <sup>er</sup> mars2013
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	08 mars2013
<b>Délai de préparation des offres</b>	6 jours
<b>Date d'attribution</b>	08 mars2013
<b>Fournisseurs consultés</b>	GUISSE BECAYE ETS, AFCOP SUARL, EDEN, MA TRADING INTERNATIONAL, BETTY BATIMENT
<b>Nombre d'offres reçues</b>	GUISSE BECAYE ETS, AFCOP SUARL, EDEN, MA TRADING INTERNATIONAL, BETTY BATIMENT
<b>Attributaire</b>	EDEN
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	23 157 500
<b>Non conformités</b>	<p>La lettre d'invitation à soumissionner doit mentionner la dénomination sociale de tous les candidats consultés dans le cadre de la procédure ; il s'agit d'une exigence de la circulaire N° 004 du 31 mars 2009 du Premier Ministre fixant les modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP.</p> <p>Pour l'ouverture des plis et l'évaluation des offres, des documents différents n'ont pas été établis. Les deux opérations ont été condensées dans le PV d'ouverture, alors qu'il faut établir des documents distincts, à chaque étape de la procédure.</p> <p>Le contrat fixe un délai d'exécution mais ne mentionne pas de pénalités de retard, en violation de l'article 13.7 du CMP, sur les mentions obligatoires du contrat.</p> <p>Les pièces de règlement ne figurent pas dans le dossier.</p> <p>La publication du marché sur le site des marchés publics n'a pas été faite en application des disposition de l'article 78.3.(b) aux fins de l'établissement des statistiques des marchés publics assuré par l'Organe chargé du contrôle des marchés publics.</p>
<b>Recommandations</b>	Mentionner la dénomination sociale de tous les candidats

	<p>consultés dans le cadre de la procédure dans les lettres d'invitation conformément à la circulaire N° 004 du 31 mars 2009 du Premier Ministre ;</p> <p>Veiller à établir un rapport d'évaluation ou un tableau comparatif des offres ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 13.7 du CMP ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 78.3.b sur la transmission du procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication sur le site des marchés publics ;</p> <p>Veiller au classement de tous les documents relatifs à la passation du marché, dans le dossier.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP – MISE EN PLACE DE SYSTEME DE PROTECTION DE PARCELLES DE REBOISEMENT</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	Publication le 10 mai 2013 pour le retrait du cahier des charges
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	17 mai 2013
<b>Délai de préparation des offres</b>	07 jours
<b>Date d'attribution</b>	Le 17 mai 2013 à 16 heures 10 mn
<b>Date de signature du contrat</b>	Le 28 mai 2013
<b>Date de souscription du contrat</b>	Le 28 mai 2013
<b>Date d'approbation du contrat</b>	Le 28 mai 2013
<b>Date de notification du marché</b>	le 23 mai 2013 par lettre n°20N/ANGMV/CPM
<b>Date d'enregistrement</b>	Le 05 juin 2013
<b>Délai d'exécution du marché</b>	90 jours
<b>Fournisseurs consultés</b>	<p>Dix-sept fournisseurs sont venus retirer le cahier de charge suite à la publication :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- CASTECH</li> <li>- CONCEPT BTP</li> <li>- PRELUM Etude &amp; Réalisation</li> <li>- AVENA SARL</li> <li>- GROUPE ABASS</li> <li>- S.I.F – CLOTURES FERLO</li> <li>- AFRIQUE EQUIP PLUS Sarl</li> <li>- CETIDE Conseils</li> <li>- HORIZON PLUS SARL</li> <li>- KHEOPS CONSTRUCTION ET SERVICE</li> <li>- A.E.C SUARL</li> <li>- ETBGC CONSULT</li> <li>- SENE ENERGY &amp; SYSTEMES (S.E.S)</li> <li>- ITALSEN</li> <li>- LA GENERALE</li> <li>- OCTA SARL</li> <li>- EN-AF-CO</li> </ul>

<b>Nombre d'offres reçues</b>	<p>Treize (13) offres reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- AFRIQUE EQUIP PLUS 173 277 100 F CFA TTC</li> <li>- SIFERLO 46 984 650 F CFA TTC</li> <li>- CETIDE CONSEILS 77 703 000 F CFA TTC</li> <li>- OCTA 77 003 614 F CFA TTC</li> <li>- HORIZON PLUS 104 356 250 F CFA TTC</li> <li>- KHEOPS CONSTRUCTION 134 407 900 F CFA TTC</li> <li>- AFRICAINE D'EXECUTION ET DE CONCEPTION 83 485 000 F CFA TTC</li> <li>- ETBGC CONSULT 76 676 400 F CFA TTC</li> <li>- CASTECH 48 380 000 F CFA TTC</li> <li>- ISI CONCEPT BTP 48 380 000 F CFA TTC</li> <li>- AVENA Sarl 127 271 850 F CFA TTC</li> <li>- PRELUM 81 243 000 F CFA TTC</li> <li>- CROUPE ABASS 109 921 720</li> </ul>
<b>Attributaire</b>	SIFERLO
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	46 984 650
<b>Non conformités</b>	<p>Nous avons constaté que le procès-verbal d'ouverture fait office de rapport d'évaluation.</p> <p>Des spécifications ont bien été définies dans le cahier des charges remis aux différents candidats et décrivant l'objet de la DRP. Cependant, la commission d'évaluation n'y a fait aucune allusion et s'est tout simplement contentée de procéder à une analyse des prix alors qu'aux termes de l'article 59 du CMP portant sur les critères d'évaluation des offres, la détermination de l'offre la moins disante est effectuée sur la base du prix mais aussi d'autres critères de performances.</p> <p>Les lettres de rejet des offres des candidats non retenus portent les mêmes références (n° 020/ANGMV/CPM). Il convient de rappeler que cette pratique est contraire aux normes de gestion du courrier. L'attribution d'un même numéro pour une lettre de saisine ou de rejet des offres, ne se conçoit que lorsqu'il est annexé à cette lettre, une liste des destinataires qui est cochée individuellement pour chacun des attributaires listées. Cette liste n'est pas classée au dossier.</p> <p>Les pièces justificatives de l'exécution des travaux, n'ont pas été versées dans le dossier.</p>

	<p>Les justificatifs de paiement de la deuxième et de la troisième tranche ne nous ont pas été soumis.</p> <p>L'attestation de précompte de TVA n'a pas été versée dans le dossier.</p> <p>La publication du marché sur le site des marchés publics n'a pas été faite en application des dispositions de l'article 78.3.(b) aux fins de l'établissement des statistiques des marchés publics assuré par l'Organe chargé du contrôle des marchés publics.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Respecter les dispositions de l'article 59 du CMP relatif aux critères d'évaluations ;</p> <p>Veiller à individualiser les lettres d'invitation à soumissionner, les lettres de rejet des offres des candidats non retenus et plus généralement, toute autre lettre à adresser éventuellement aux soumissionnaires, en attribuant à chacune d'elles des références différentes.</p> <p>L'attestation de précompte de la TVA et le justificatif de son reversement doivent être classés dans le dossier de passation ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 78.3.b sur la transmission du procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication sur le site des marchés publics ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés, élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	



<b>DRP – CONSTRUCTION D’UN POSTE DE COMMANDEMENT</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	Publication le 10 mai 2013 pour le retrait du cahier des charges
<b>Date de dépôt des offres et d’ouverture des plis</b>	17 mai 2013
<b>Délai de préparation des offres</b>	07 jours
<b>Date d’attribution</b>	Le 17 mai 2013 à 15 heures 50 mn
<b>Date de signature du contrat</b>	Le 28 mai 2013
<b>Date de souscription du contrat</b>	Le 28 mai 2013
<b>Date d’approbation du contrat</b>	Le 28 mai 2013
<b>Date de notification du marché</b>	le 23 mai 2013 par lettre n°18N/ANGMV/CPM
<b>Date d’enregistrement</b>	Le 05 juin 2013
<b>Délai d’exécution du marché</b>	90 jours
<b>Fournisseurs consultés</b>	<p>Quatorze (14) fournisseurs sont venus retirer le cahier de charge suite à la publication :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ETBGC CONSULT</li> <li>- KHEOPS</li> <li>- OCTA Sarl</li> <li>- CETIDE Conseils</li> <li>- HORIZON PLUS Sarl</li> <li>- CASTECH</li> <li>- GROUPE ABASS</li> <li>- PRELUM</li> <li>- S.E.S</li> <li>- ITAL SENEGAL</li> <li>- AVENA Sarl</li> <li>- ISI CONCEPT BTP</li> <li>- AFRIQUE EQUIP PLUS Sarl</li> <li>- A.E.C SUARL</li> <li>- EN AF-CO</li> <li>- LA GENERALE</li> </ul>

<b>Nombre d'offres reçues</b>	<p>Quatorze (14) offres reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ETBGC CONSULT : 31 419 607 F CFA TTC</li> <li>- Africaine d'Exécution et de Conception : 34 766 973 F CFA TTC</li> <li>- KHEOPS : 41 634 802 F CFA TTC</li> <li>- OCTA Sarl : 38 N173 174 F CFA TTC</li> <li>- CETIDE Conseils : 33 445 267 F F CFA TTC</li> <li>- HORIZON PLUS Sarl : 30 221 326 F CFA TTC</li> <li>- CASTECH : 43 359 620 F CFA TTC</li> <li>- GROUPE ABASS : 30 895 228 F CFA TTC</li> <li>- PRELUM : 38 244 982 F CFA TTC</li> <li>- S.E.S : 31 083 336 F CFA TTC</li> <li>- ITAL SENEGAL : 29 513 202 F CFA TTC</li> <li>- AVENA Sarl : 67 662 117 F CFA TTC</li> <li>- ISI CONCEPT BTP : 36 937 073 F CFA TTC</li> <li>- AFRIQUE EQUIP PLUS Sarl : 43 082 808 F CFA TTC</li> </ul>
<b>Attributaire</b>	ITAL SENEGAL
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	29 513 202
<b>Non conformités</b>	<p>Nous avons constaté que le procès-verbal d'ouverture fait office de rapport d'évaluation.</p> <p>Des spécifications ont bien été définies dans le cahier des charges, remis aux différents candidats et décrivant l'objet de la DRP. Cependant, la commission d'évaluation n'y a fait aucune allusion et s'est tout simplement contentée à une analyse des prix alors qu'aux termes de l'article 59 du CMP portant sur les critères d'évaluations des offres, la détermination de l'offre la moins disante est effectué sur la base du prix mais aussi d'autres critères de performances.</p> <p>L'ensemble des pièces justificatives de l'exécution des travaux, n'ont pas été versées dans le dossier.</p> <p>En effet, les justificatifs de paiement de la troisième tranche ne nous ont pas été soumis.</p> <p>L'attestation de précompte de TVA n'a pas été versée dans le dossier</p> <p>La publication du marché sur le site des marchés publics</p>

	n'a pas été faite en application des disposition de l'article 78.3.(b) aux fins de l'établissement des statistiques des marchés publics assuré par l'Organe chargé du contrôle des marchés publics.
<b>Recommandations</b>	<p>Respecter les dispositions de l'article 59 du CMP relatif aux critères d'évaluations ;</p> <p>Une copie de l'attestation de précompte de la TVA et le justificatif de son reversement doivent être classés dans le dossier de passation ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 78.3.b sur la transmission du procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication sur le site des marchés publics ;S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passations des marchés élaborés et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

### 3.3 Constats relatifs à l'exécution financière

<b>SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE</b>
Tous les actes de règlement des marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix (DRP), à trois exceptions près, ainsi qu'une partie des actes de règlement des marchés passés par Appel d'Offres Restreint, n'ont pas été classés dans les dossiers qui nous ont été remis.
<b>SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE</b>
Il convient de recommander à l'autorité contractante de s'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passations des marchés, élaboré et diffusé par l'ARMP, pour une bonne tenue des dossiers de marchés.

### 3.4 Constats relatifs à l'audit physique (matérialité, exécution physique)

#### 3.4.1 Sélection

#### 3.4.2 Travaux effectués

#### 3.4.3 Résultats

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE	
	NON EFFECTUEE
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE	
	NON EFFECTUEE

**SECTION 4**  
**SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS**

## **TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES**

### **APPELS D'OFFRES RESTREINTS**

Les non conformités ci-après ont été notées dans la mise en œuvre des procédures d'Appels d'Offres Restreints :

- l'analyse du Dossier d'Appel à la Concurrence relatif à la fourniture de grillage a permis de relever dans le tableau relatif au « Résumé des spécifications techniques », que l'Autorité Contractante a requis des candidats la proposition de deux variantes ; cette formulation du DAC n'est pas conforme aux dispositions de l'article 62 du CMP aux termes duquel il ne peut être proposé de variantes qu'avec une offre de base et uniquement sur les spécifications du cahier des charges qui ne sont pas désignées comme des exigences minimales à respecter. L'autorité Contractante a méconnu aussi bien le vocabulaire commun de la passation des marchés (CPV: Common Procurement Vocabulary) que les dispositions de l'article 62 du CMP en demandant la présentation de deux variantes. Ce qui est considéré dans le DAC comme variante N°1 constitue en réalité l'offre de base et la variante dite N°2 dans le DAC est la véritable variante, laquelle ne peut être proposée sans offre de base.
- l'examen des offres a permis de noter que chacun des candidats a fait une offre sur la variante N°2 et comme indiquée ci-avant, une variante ne peut pas être proposée sans offre de base et c'est seulement la variante de l'offre de base conforme la moins disante qui doit être prise en compte conformément aux dispositions de l'article 59-3 du CMP.
- Pour la procédure d'appel d'offres restreint portant sélection d'un prestataire pour la fourniture de deux (2) véhicules 4x4 station wagon châssis long, il apparaît, au vu des informations consignées dans le tableau de contrôle des pièces administratives figurant dans le procès-verbal d'ouverture des plis, que les garanties de soumission présentées par CFAO MOTORS et EMG expirent le 30 avril 2013 alors qu'elles doivent demeurer valides au moins 28 jours après l'expiration de la durée de validité des offres. Ce faisant, conformément aux dispositions des articles 44-2 et 113 du CMP, les offres de ces deux soumissionnaires auraient dû être rejetées et non admises pour examen détaillé.
- la Commission des Marchés a accordé un délai d'une semaine aux soumissionnaires pour compléter les pièces administratives manquantes ; sous ce rapport, il y'a lieu de constater que les dates d'expiration des pièces dont la Commission des Marchés demande le renouvellement n'étant pas mentionnées dans le tableau récapitulatif de contrôle de la conformité administrative des offres, nous ne pouvons pas apprécier la régularité d'une telle demande de renouvellement qui ne se justifie qu'au regard des

dispositions de l'article 45 du CMP. Nous recommandons à la Commission des Marchés d'indiquer, pour chaque pièce fournie, sa date d'expiration pour permettre aux vérificateurs de disposer sur ce tableau synoptique, des éléments d'appréciation de la justification de ses demandes de renouvellement de pièces. Il s'y ajoute que, pour la régularisation des pièces administratives manquantes, les soumissionnaires disposent du même délai que celui imparti à la Commission des Marchés pour prononcer l'attribution provisoire.

- l'analyse du rapport d'évaluation a permis de noter que l'offre de la SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE bien que moins disante, a été rejetée au motif que ladite offre ne satisfait pas aux critères relatifs à la cylindrée, à la taille du réservoir et à la puissance fiscale ; il s'agit de critères discriminatoires constitutifs d'une entrave au libre accès à la commande publique et à l'égalité de traitement des candidats. Cette élimination a conduit l'Autorité Contractante à contracter avec EMG dont l'offre n'aurait pas dû être admise pour examen détaillé avec un surcoût de 19 126 000 F CFA. Les principes d'économie et d'efficacité de la dépense publique n'ont pas été suffisamment pris en considération dans la mise en œuvre de cette procédure.

## **PROCEDURES DE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX**

Les non conformités récurrentes ci-après ont été notées dans la mise en œuvre des procédures de DRP :

- les lettres d'invitation à soumissionner ne mentionnent pas l'identité de tous les candidats invités à participer à la mise en concurrence ; il s'agit d'une exigence de transparence édictée par la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;
- les opérations d'ouverture et d'évaluation du marchés sont retracées dans un procès-verbal unique ; les bonnes pratiques recommandent l'établissement de documents distincts pour retracer chacune des étapes du processus de passation des marchés ;
- le modèle de contrat utilisé ne comprend pas la clause relative au décompte des pénalités de retard en violation de l'article 13.7 du CMP, sur les mentions obligatoires dudit contrat ;
- l'autorité contractante ne s'est pas conformée aux dispositions de l'article 78-3-b) du CMP qui lui fait obligation de communiquer



à la DCMP dès l'attribution du marché les informations requises pour la publication d'un avis d'attribution dans le portail des marchés publics.

## **SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES**

### **AOR**

Ne pas demander de variantes sans offre de base et préciser les modalités de présentation des variantes ;

S'approprier le CPV (vocabulaire Commun de la passation des marchés) ;

Veiller au respect des dispositions des articles 44-2 et 113 du CMP ;

S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.

### **DRP**

Requérir des informations justifiant les capacités techniques, juridiques, financières et environnementales pour exécuter le marché ;

Veiller à établir un rapport d'évaluation ou un tableau comparatif des offres ;

Se conformer aux dispositions de l'article 13.7 du CMP, sur la mention des pénalités de retard ;

Respecter les dispositions de l'article 59 du CMP relatif aux critères d'évaluation ;

L'attestation de précompte de la TVA et le justificatif de son reversement doivent être classés dans le dossier de passation ;

Se conformer aux dispositions de l'article 78.3.b sur la transmission du procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication sur le site des marchés publics ;

S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passations des marchés élaboré et diffusé

par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.

**SECTION 5**  
**SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES**

Rappel des recommandations	Actions entreprises par l'ANGMV	Evaluation des actions entreprises	Plan d'action suggéré	Commentaires de l'autorité Contractante
<b>Dispositif Organisationnel</b>				
Nous recommandons à la Cellule d'établir les rapports trimestriels et annuel conformément à l'arrêté du 26/12/2012-01 2783 relatif à l'organisation des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du CMP.	Aucune	Recommandation non mise en œuvre.	Recommandation à reconduire	
Un retard dans la publication de l'Avis Général de Passation des Marchés de l'ANGMV. Il a été publié le 14 février 2012 dans le quotidien le « Le Soleil » en violation de l'article 06 du CMP qui stipule que la publication de l'AGPM est effectuée avant la fin du mois de janvier	L'AGPM a été publié dans les délais	Recommandation mise en œuvre.	Aucun	
Un retard a été constaté sur l'établissement de la note de service instituant la mise en place de la Commission des Marchés de l'ANGMV. En effet, les décisions devant être transmises avant le 05 janvier de l'exercice concerné, n'ont été établies que le 19 Janvier 2012.	La décision a été prise le 03 Janvier 2013.	Recommandation mise en œuvre.	Aucun	
<b>DRP</b>				
Les lettres d'invitation obtenues n'incluent pas les noms des candidats consultés, en violation de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP en date du 31 Mars	Aucune	Recommandation non mise en œuvre.	Recommandation à reconduire	

2009.				
Les contrats obtenus ne prévoient pas de clauses de pénalités de retard.	Aucune	Recommandation non mise en œuvre	Recommandation à reconduire	
Nous n'avons pas obtenu la preuve que les candidats non retenus ont été informés du rejet de leur offre en violation de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP en date du 31 Mars 2009 et l'article 78 du CMP, pour la DRP «Travaux d'aménagement de jardins polyvalent d'un montant de 29 962 159 FCFA TTC » attribué à la CAP.	Toutes les lettres d'information des candidats non retenus, ont été établies et classées dans les dossiers	Recommandation mise en œuvre	Aucun	

## **SECTION 6**

### **STATISTIQUES DES ANOMALIES**

<b>TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS</b>
---

Description	AOR N° 01/2011/F/ANGMV ACQUISITION DE CENT MILLE (100.000) METRES DE GRILLAGE AU PROFIT DES UNITES DE TERRAIN	AOR N° 02/2011/F/ANGM ACQUISITION DE DEUX VEHICULES 4X4 STATION WAGON CHASSIS LONG
<b>Nature</b>	Fournitures	Fournitures
<b>Attributaires</b>	SINPAC SARL	EMG UNIVERSAL AUTO
<b>Montants en F CFA TTC</b>	159.300.000	71 400 000
Violation de l'article 113 relatif à la validité de la garantie de soumission		✓
Violation de l'article 44 relatif à l'exigence de la fourniture d'une garantie de soumission en bonne et due forme		✓
Violation des articles 85 du CMP sur la notification et la publication de l'attribution définitive des marchés	✓	✓
Non exhaustivité de l'archivage des documents de passation des marchés	✓	✓

<b>Description</b>	<b>DRP – Mise en place de système de protection de parcelles de reboisement</b>	<b>DRP – Construction d'un poste de commandement</b>	<b>DRP N°25/2013 Acquisition de 1000 Draps de Lit</b>	<b>DRP N°22/2013 Acquisition de Matériel Audiovisuel (Ordinateur de montage, Lecteur Enregistreur HDV, Casque, Ecran de contrôle, paire Hauts parleurs, Disque dur externe, Cassettes)</b>	<b>DRP N°041/03/2013 Acquisition de gaines polyéthylènes noires</b>
<b>Nature</b>	Travaux	Travaux	Fournitures	Fournitures	Fournitures
<b>Attributaires</b>	SIFERLO	ITAL SENEGAL	SENEGAL DISTRIBUTION ET PRESTATION DE SERVICES	SINPAC SARL	EDEN
<b>Montants en F CFA TTC</b>	46 984 650	29 513 202	6 490 000	7 793 900	23 157 500
Violation de la Circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP, sur la mention de la liste restreinte des candidats invités sur les lettres d'invitation			✓	✓	✓
Confusion de PV dans un même document	✓	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 44 du CMP sur la transmission des pièces administratives	✓	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 59 du CMP sur les critères d'évaluation des offres	✓	✓			
Violation de l'article 13 alinéas 7 sur les mentions obligatoires	✓	✓	✓	✓	✓



Violation de l'article 78.3.b sur la publication sur le site des marchés publics dès l'attribution des marchés	✓	✓	✓	✓	✓
Non exhaustivité de l'archivage des documents de passation des marchés	✓	✓	✓	✓	✓

Description	DRP N°08/2013 Acquisition de Matériel Informatique	DRP N°07/2013 Acquisition de produits Phytopsanitaires	DRP N°25/2013 Acquisition de Services d'Entretien et de Réparation de sept (7) Véhicules	DRP N°10/2013 Location de Tracteur 120 CV (6 mois)	DRP N°10/2013 Travaux de construction des chambres de passage et des bureaux avec logement administratif pour ANGMV
<b>Nature</b>	Fournitures	Fournitures	Fournitures	Services	Travaux
<b>Attributaires</b>	SINPAC SARL	GANDIOL DPT AGRICOLE	SENEGAL DISTRIBUTION	ALLIANCE DISTRIBUTION SERVICES	G.T.COM
<b>Montants en F CFA TTC</b>	15 047 832	19 969 486	19 993 238	11 788 200	47 353 653
Violation de la Circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP, sur la mention de la liste restreinte des candidats invités sur les lettres d'invitation	✓	✓	✓	✓	✓
Confusion de PV dans un même document	✓	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 44 du CMP sur la transmission des pièces administratives	✓	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 13 alinéas 7 sur les mentions obligatoires	✓	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 78.3.b sur la publication sur le site des marchés publics dès l'attribution des marchés	✓	✓	✓	✓	✓
Non exhaustivité de l'archivage des documents de passation des marchés	✓	✓	✓	✓	✓

## 7. ANNEXES

## **7.1 LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE**



Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 8 juillet 2015

**Monsieur le Directeur Général  
de l'Agence Nationale de la Grande  
Muraille Verte  
(ANGMV)**

**Objet :** Transmission du Rapport Provisoire de la mission de Revue Indépendante de la conformité des procédures de passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2013

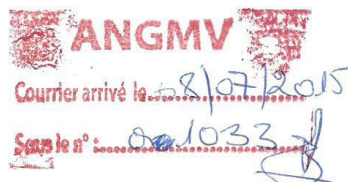
**Monsieur le Directeur Général,**

Nous vous prions de trouver ci-joint la version provisoire du rapport de la mission en objet pour examen en vue de la tenue d'une séance de travail, à votre convenance, au cours de la semaine du 8 au 14 juillet 2015.

Vos commentaires et observations sont attendus dans les quinze jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Veuillez agréer, **Monsieur le Directeur Général**, l'expression de notre parfaite considération.

**Ibra Guèye  
Directeur-Associé**



## **7.2 REPONSES DE L'ANGMV**

**PAS DE REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE**